



Consternant anachronisme.

De passage devant le Centre des Finances Publiques de Strasbourg, 35, avenue des Vosges, un jeudi matin aux alentours de 11 heures, j'ai cru un moment à un retour en arrière de 80 ans, au sinistre temps de la guerre, avec les tickets de rationnement et les longues files d'attente pour un peu de pain ou un morceau de viande. En effet, une bonne soixantaine de personnes faisait la queue devant l'immeuble, exposée au froid, aux intempéries et inspirant allègrement les gaz d'échappement de l'importante circulation de l'avenue, dans l'attente d'être reçue pour quelques renseignements, ce qui est bien légitime. J'ai moi-même dû passer devant l'arrêt de bus pour pouvoir continuer mon chemin. Au siècle où

nous sommes, est-ce là le modèle de service public prôné par l'administration fiscale ? Si tel est le cas, j'estime que c'est plutôt un déni de service public, voire un exemple d'indigence indigne de l'agglomération Strasbourgeoise, qui pourtant s'auto-proclame Capitale de l'Europe. Connaissant, pour y avoir déjà évolué, les capacités d'accueil du bâtiment, c'est un sentiment d'indignation mêlé de

honte qui m'anime. Cette situation lamentable ne se justifie en rien et ce n'est certes pas la pandémie du Covid 19 qui pourrait l'expliquer. C'est tout simplement, purement et basement, un sabotage encouragé par la hiérarchie locale du service public minimum, voire un mépris affiché pour le contribuable, qui certainement, serait traité avec plus d'égards au fin fond de l'Indonésie, de l'Afrique ou encore en Haïti... Je m'étonne d'ailleurs que la presse locale ne se soit pas encore déplacée pour constater et faire connaître ce que j'appelle un véritable désastre. Ah ! Elle est belle ma France !

Un contribuable consterné et franchement choqué !!!



Transition laborieuse

Dans l'édito du dernier numéro de notre journal (Cigogne n°09/2021, intitulé « La transition énergétique à la DRFiP67 »), nous avons mentionné que le référent « Eco-FiP » ne connaissait pas l'existence du programme « Bercy Vert ». Les propos n'auraient pas été clairement exprimés : en effet, le responsable souhaitait indiquer ne pas connaître l'existence d'un programme budgétaire dédié à Bercy Vert. Après recherche effectuée par les deux parties, cette méconnaissance a une explication simple : il n'existe pas de budget dédié à Bercy Vert.

Puisqu'il n'existe pas de budget comptable propre pour financer des actions « Bercy Vert », ce programme se limite à de la COM et à la bonne volonté des directions locales, contraintes d'empiéter sur leur budget propre... La Cigogne reconnaît cependant que des progrès, bien qu'insuffisants, ont été faits ou sont en cours, en

matière de dépenses dites « vertes » au niveau local : acquisition de deux véhicules 100 % électriques, travaux d'isolation et de la toiture de la Direction, récupération du mobilier pour être réutilisés (notamment par des associations reconnues d'utilité publique).

L'investissement des collègues en charge de l'immobilier et des projets « écologiques » n'est nullement mis en cause, mais bien le manque d'ambition du ministère et du gouvernement en matière de « transition énergétique ». À titre d'exemple, il était déjà question de poubelles de tri du papier à la Direction Générale des Impôts (DGI) 67 il y a une quinzaine d'années. La gestation de ce dispositif issu de la demande locale des agents aura donc pris plus de temps que celle d'un éléphant (600 jours). Le « verdissement » de la DGFIP a encore une marge de progression.



Bien-être au bureau

On vit une époque formidable, décidément... Voilà que nos directeurs s'inquiètent de notre bien-être : au vu des dernières idées innovantes qui ont jailli ces derniers temps, le pire est à craindre... (faut-il énumérer le démétropolisation pour ne pas dire démantèlement de la DGFIP, ou le NRP – acronyme de Ne Râlez Pas – grâce auquel on supprime des sites...et les emplois qui vont avec, bien sûr)

C'est sans doute dans le but de cacher le vide des postes vacants qu'intervient cette politique de verdissement des bureaux. Ou pour faire écolo branché ... à la veille des élections, faut ratisser large...

Pour rendre les bureaux plus accueillants, cependant, il y aurait d'autres moyens d'utiliser cette manne subite : on pourrait peut-être permettre que ceux-ci soient correctement nettoyés et entretenus, déjà, pour commencer.

Pour le nettoyage, ce n'est certainement pas après les équipes en charge qu'il y a lieu de s'en prendre, mais bien à nos « managers » qui estiment qu'il n'est point besoin de nettoyer correctement les bureaux : un simple vidage de la corbeille suffit.

Tant pis pour la poussière qui s'accumule derrière les écrans, les linos vintage qui n'ont jamais connu la serpillière et l'eau de javel, ou les poignées de portes collantes et noircies...

En ces temps de Covid, on aurait pu penser que l'élan qui a permis la magique installation de cellules photoélectriques pour l'éclairage et les lavabos aux toilettes dans certains services allait se poursuivre...

Par exemple, au lieu de laisser les digicodes aux entrées des bâtiments, l'idéal pour que tout le monde puisse se refiler joyeusement le virus, nos « managers » auraient pu prévoir de les

remplacer par des lecteurs de cartes magnétiques pour déverrouiller les accès.

Et, sans innover, est-il si difficile de prévoir un poste de gestionnaire réel du bâtiment, dédié à l'entretien des toilettes régulièrement bouchées, des stores de guingois, des portes qui coinent et qui grincent, ou qui sont verrouillées lorsqu'elles sont censées être ouvertes, des chaudières en panne ?

Mais en fait, non, c'est de l'anticipation...tous ces dysfonctionnements sont réfléchis, puisqu'entre NRP et démétropolisation, nous sommes une espèce en voie d'extinction programmée...

Sans être révolutionnaire, que dire des pénuries de mopieurs où on fait la queue, et où on va ré-imprimer (et ça c'est super vert) un document embarqué par mégarde par un collègue.

Sans être un visionnaire, faire en sorte qu'on ne soit pas obligés de prendre rendez-vous pour obtenir un rouleau de scotch ou une cartouche d'encre...

Allons ne rêvons pas, restons à nos plantes vertes...

En effet, nos « managers » le savent : c'est trop difficile logistiquement parlant de faire en sorte que les agents puissent juste travailler normalement...

Alors puisqu'à Bercy on trouve soudain des crédits, il est bon de rappeler que ça peut aussi se redistribuer non pas en plantes vertes, mais en billets verts...

Eh oui, les billets de 100 € sont verts, mais les agents de la DGFIP ne le savent pas ... car il n'y en a pas, de billets verts, dans les porte-monnaies des agents de la DGFIP...

Libérez Assange !

Après 5 ans de réclusion dans l'ambassade d'Équateur à Londres, le journaliste, lanceur d'alerte et fondateur de WikiLeaks se retrouve arrêté en avril 2019 dans l'enceinte même de l'ambassade par les forces de police britanniques, puis placé en détention provisoire et en isolement dans la prison de Haute Sécurité de Belmarsh – Angleterre. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture qualifie en 2019 sa détention de torture. Son extradition a pour l'instant été repoussée par la justice britannique, les conditions de détention carcérales aux États-Unis étant jugées inhumaines.

Aucune peine n'a été retenue contre lui, mais il est toujours en prison. Julian Assange est officiellement « poursuivi » par les États-Unis pour acte d'espionnage et mise en danger de la sécurité nationale.

Son véritable crime ? Avoir révélé au monde l'implication secrète des États-Unis et d'autres puissances dans la torture et le meurtre de milliers de personnes en Irak ou en Afghanistan (Pentagon Papers), l'espionnage et l'écoute de personnalités politiques, la corruption de chefs d'État africains ou l'existence et l'identité de riches détenteurs de comptes bancaires secrets dans les paradis fiscaux.

D'autres « fuites » de lanceurs d'alerte ont ainsi permis d'identifier des milliers de fraudeurs qui soustraient leur argent à l'impôt en le plaçant dans des paradis fiscaux (affaires Clearstream en 2001, Panama Papers en 2016, Pandora Papers en 2021...). Des actes délictueux qui impliquent du « beau monde » dont d'anciens ministres des Finances Publiques. L'un de ces lanceurs d'alerte a permis à la France d'identifier 38 000 comptes offshore (12 milliards d'euros, affaire UBS en 2014). L'action des lanceurs d'alerte permet donc de mettre en lumière des informations répréhensibles dont celui de pratique de fraude fiscale. Alors « Libérez Assange ! »



Pour 100 balles t'as plus rien !

Un temps repoussée suite à l'action des gilets jaunes, la hausse du prix des carburants est aujourd'hui plus que jamais une réalité.

Le prix du gazole, pour ceux “qui fument des clopes et roulent au diesel” (personnellement je préfère ça que l'inverse...) dépasse allègrement les 1,50 euro par litre.

Quant aux tarifs de l'essence, la décence m'interdit d'en parler.

Face à cela, le gouvernement est passé à l'offensive et quelle offensive !

Aux mois de décembre ou janvier prochain chaque Français, conducteur ou non, se verra gratifié (selon ses revenus) d'une prime de 100 euros visant à compenser la hausse de tarif des carburants.

Sachant que la fiscalité représente entre 55 et 60 % du prix du carburant, coût net de l'opération, 40 euros en imaginant que la totalité des 100 euros passe en carburant.

2 remarques me viennent à l'esprit.

La hausse de prix n'étant qu'à ses débuts, il est difficile d'imaginer que 100 euros compensent réellement les surcoûts à long terme.

Par ailleurs, je pense que la majorité d'entre nous sera néanmoins (très) satisfaite de cette somme ridic... euh modeste. C'est dire s'il y a un problème concernant le montant des salaires en France...

Alors comme le disait un certain film, plus que jamais, pour 100 balles t'as plus rien !

N'oublions jamais !

Le 10 novembre dernier, l'Union des Syndiqués Retraités de la CGT 67 tenait son congrès annuel dans un club-house de la ville. Comme de coutume, c'est avec plaisir que j'ai répondu positivement à l'invitation, car ce moment d'échange avec les anciens est toujours riche en enseignements, en transmission d'expériences, sans compter les moments de retrouvailles et de convivialité. Les animateurs du jour sont des gens ayant un fort vécu au sein de la CGT, et bien entendu de l'entreprise, et savent de quoi ils parlent.

Sans se vouloir alarmistes, ils décrivent fort justement les maux dont souffre notre société actuelle, et les dangers auxquels les actifs (futurs retraités en puissance) et bien sûr nous-mêmes actuels retraités, sommes exposés quant à notre niveau de vie, notre santé et tout simplement nos moyens de subsistance.

Au travers de leurs constats, ils mettent principalement l'accent sur l'ignorance des générations actuelles quant aux origines de notre modèle social, que le monde nous envie, et plus précisément de nos droits à la retraite, de notre protection sociale, du droit du travail. Rappelons-le si nécessaire, ces progrès ne sont pas tombés du ciel, ni d'une soudaine vague

philanthropique de bonté de la part des grandes fortunes ou des grands industriels. Il est donc particulièrement important de rappeler, et de le faire savoir à nos successeurs, que les acquis sociaux dont tout le monde profite ont été obtenus grâce aux luttes acharnées, parfois même sanglantes, de nos aînés. Il est également de première importance de ne pas se laisser bernier par les beaux discours, souvent mensongers, et les chiffres erronés et tronqués diffusés par les médias, les économistes de tous poils, le patronat et bien entendu le gouvernement MACRON, à la botte des plus fortunés, qui n'ont qu'un seul but, celui de rogner lentement mais sûrement les droits acquis par les travailleurs.

Il est évident qu'un J-M BLANQUER, suppôt de Macron et de sa bande, se gardera bien d'intégrer dans les programmes scolaires, ces pages pourtant importantes de notre histoire, que sont les combats sociaux et syndicaux ayant mené aux avancées sociales du Front Populaire, tels que les congés payés, ou après la guerre, l'instauration de la Sécurité Sociale. En fait, c'est à nous autres, syndiqués de la CGT, de faire connaître à nos jeunes en toutes occasions la véritable histoire sociale de la France. C'est de notre responsabilité.

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom :

Prénom :

Grade :

Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant ou au secrétaire :

Gilles STREICHER au PCRП Strasbourg,

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03.90.41.20.07 ou (0049) 176 7666 49 43

